

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT-SIXIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 1436^e
SÉANCE

Mercredi 8 décembre 1971,
à 15 h 20

NEW YORK

Président : M. Narciso G. REYES (Philippines).

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres III à VII, VIII (sections A à E), IX à XIV, XXI et XXII] (suite*) [A/8403; A/C.2/L.1211/Rev.1]

1. M. SPENCER (Canada) présente le projet de résolution A/C.2/L.1211/Rev.1 relatif aux ressources en protéines. Les auteurs se sont appuyés sur une déclaration de stratégie, établie par un groupe d'experts de haut niveau en réponse à la résolution 2684 (XXV) de l'Assemblée générale.

2. M. Spencer rappelle que le Conseil économique et social a adopté à sa cinquante et unième session une résolution sur les protéines comestibles et dit que le projet de résolution dont est saisie la Deuxième Commission permettrait non seulement de "lancer" la Stratégie mais aussi d'élargir et d'intensifier les dispositions de cette résolution et de les appliquer plus en détail. Il ajoute que toutes les propositions de caractère technique énoncées dans le projet de résolution sont tirées de la Déclaration de stratégie et ont été vérifiées par les experts, de façon notamment que la forme abrégée de la Déclaration de stratégie, telle qu'elle figure dans l'annexe du projet, reflète aussi exactement que possible le texte intégral. Le texte a été élaboré de manière réfléchie avec des représentants de tous les groupes géographiques et correspond donc de l'avis de la délégation canadienne au meilleur compromis possible entre les opinions des délégations. M. Spencer souhaite donc que ce compromis rencontre l'agrément de toutes les délégations.

3. M. Spencer passe ensuite à l'explication proprement dite du projet de résolution considéré. Il modifie oralement le troisième alinéa du préambule, qui illustre le caractère complexe et multidisciplinaire du problème, en ajoutant à la quatrième ligne, après le mot "économique", les mots "et social". Il insiste sur le fait que le quatrième alinéa du préambule décrit une situation réelle et tragique, et il explique les raisons qui ont motivé la présentation du projet de résolution. Le cinquième alinéa souligne le fait que les dépenses de priorité élevée sur les protéines se justifient d'un point de vue économique; le sixième alinéa établit une distinction entre les mesures tant à court qu'à long terme qu'il est essentiel de prendre. A propos du septième alinéa, M. Spencer fait observer que les efforts de la FAO, de l'OMS, du FISE et de la BIRD font déjà l'objet d'une coordination grâce à l'aide du Groupe consultatif sur les

protéines, mais que les efforts de tous les organismes des Nations Unies devraient être davantage intégrés. Il ajoute que le but du huitième alinéa est de faire ressortir la nécessité, tant pour les pays donateurs que pour les pays bénéficiaires, de déployer davantage d'efforts dans le domaine des protéines si l'on veut trouver une solution.

4. Passant au dispositif du projet de résolution, M. Spencer note que les paragraphes 1 et 3 du dispositif traitent respectivement des mesures à court terme et des mesures d'ordre administratif à prendre sur le plan national, tandis que le paragraphe 2 vise à assurer des ressources internationales suffisantes dans ce domaine. Le paragraphe 4, paragraphe essentiel relatif aux éléments de la Stratégie elle-même, s'adresse aux gouvernements des pays tant développés qu'en voie de développement tout en laissant le soin à chaque gouvernement de prendre les mesures appropriées. Le paragraphe 5 vise à assurer le concours des institutions internationales dans leurs domaines de compétence. Au sujet du paragraphe 6, tiré de la Déclaration de stratégie, M. Spencer fait observer qu'à l'alinéa c le terme "directives" reflète l'idée d'une orientation générale et non d'instructions précises. Les paragraphes 7 et 8, qui illustrent le fait que le problème des protéines est une question multidisciplinaire, développent le paragraphe 5 de la résolution 1640 (LI) du Conseil économique et social qui recommande de participer plus largement aux travaux du Groupe consultatif sur les protéines et constitue la première mesure visant à appliquer cette résolution dans le cas des organismes des Nations Unies directement reliés à l'Assemblée générale. Au sujet du paragraphe 10, le représentant du Canada présente quelques amendements techniques. Après le mot "Prie" il convient d'ajouter le membre de phrase suivant : "le Conseil économique et social de demander à son" et de supprimer l'article "le". Il fait ensuite observer à propos de ce paragraphe que seule l'ONU peut, par le truchement du Conseil économique et social, avoir une action multidisciplinaire et coordonnatrice au niveau des gouvernements dans le domaine des protéines. M. Spencer présente ensuite deux petits amendements d'ordre administratif au paragraphe 11 du dispositif; après le mot "Prie", il convient d'ajouter le membre de phrase suivant : "le Secrétaire général, en coopération avec"; et à la troisième ligne, après l'expression "de faire en sorte que", il convient d'ajouter l'expression suivante : "sur la demande des gouvernements". Dans ce cas, le membre de phrase suivant : "dans les pays dont les gouvernements en auront fait la demande" devra être remplacé par l'expression "dans les pays de ces gouvernements". Les fonds modestes qui peuvent être obtenus du PNUD sur demande pour couvrir les frais de séjour des membres du Groupe consultatif sur les protéines peuvent constituer une véritable "affaire" du point de vue des résultats qu'il est permis d'en attendre. Enfin, le paragraphe 12 du dispositif est un compromis

* Reprise des débats de la 1434^{ème} séance.

entre les vues des représentants qui souhaiteraient qu'un fonds spécial de contributions volontaires soit établi et les vues de ceux qui ne le souhaitent pas.

5. M. Spencer dit en conclusion que le projet de résolution a été soigneusement élaboré du point de vue technique et politique, et il espère qu'il sera adopté à l'unanimité.

6. M. MILNER (Secrétaire exécutif du Groupe consultatif sur les protéines) est heureux d'avoir la possibilité d'informer la Deuxième Commission du rôle du Groupe consultatif sur les protéines et de l'aide qu'il apporte aux institutions des Nations Unies pour lutter contre l'un des plus graves obstacles au développement économique et social international.

7. Il rappelle tout d'abord que, dès le début des années 50, la FAO, l'OMS et le FISE, à titre individuel et en commun, ont commencé à établir avec les gouvernements des programmes permettant de remédier à l'insuffisance en protéines et à ses graves conséquences sur la nutrition. Il évoque à cet égard le rôle unique des protéines dans tout système biologique, y compris celui de l'homme. Les conséquences de la carence protéique sur le bien-être physique et le développement de l'enfant, non seulement à la période critique du sevrage, mais aussi pendant toute la période prénatale où la mère risque de ne pouvoir suivre un régime approprié, ne sont pas encore pleinement connues. Des recherches très poussées sont faites dans ce domaine, et l'on se rend compte de plus en plus des effets destructeurs sur le développement physique et mental des jeunes enfants des carences protéiques, surtout lorsqu'elles s'associent à des difficultés socio-économiques.

8. Dès que la FAO, l'OMS et le FISE ont commencé à s'intéresser à ce problème, il a été reconnu que les produits alimentaires riches en protéines classiques ne pouvaient suffire à couvrir les besoins en protéines, tant la malnutrition était répandue et grave. Il a donc été convenu que la recherche et le développement de nouvelles sources non classiques de protéines étaient nécessaires. C'est dans ce contexte que l'on a étudié avec attention la possibilité de se servir de matières que l'on n'avait guère l'habitude d'utiliser comme produits alimentaires pour l'homme, comme du concentré de protéines de soja, d'arachides, de graines de coton et d'autres farines à base de graines oléagineuses, de poisson et des protéines de source microbienne.

9. C'est dans ce contexte que l'OMS a constitué en 1955 un groupe consultatif sur les protéines, devenu en 1960 le Groupe consultatif FAO/OMS/FISE sur les protéines. Le Groupe consultatif se composait initialement d'un petit nombre de diététiciens et de pédiatres éminents, qui donnaient des conseils sur la sécurité et l'utilité nutritive, pour les nourrissons et les jeunes enfants, de divers produits alimentaires à base de protéines. Ils se sont préoccupés presque immédiatement des problèmes de formulation, de fabrication et de commercialisation de nouveaux produits et composés alimentaires protéiques. Depuis 1965, le Groupe consultatif comprend des techniciens alimentaires et, depuis peu, des spécialistes de recherche industrielle, production agricole, économie et culture des plantes, ainsi que des personnes bien informées des politiques et règle-

ments alimentaires gouvernementaux, et d'autres qui s'occupent de la commercialisation et de la promotion des produits alimentaires.

10. Récemment, la BIRD s'est jointe aux organismes qui parrainaient le Groupe consultatif sur les protéines, qui est devenu le Groupe consultatif sur les protéines du système des Nations Unies. M. Milner ajoute à cet égard qu'il est possible que la semaine suivante de nouvelles institutions fassent part de leur désir de participer aux travaux du Groupe consultatif ou de le parrainer.

11. Il signale ensuite certaines des activités spécifiques du Groupe consultatif sur les protéines. Ainsi, le Groupe donne son avis sur un certain nombre de questions critiques telles que celles liées aux problèmes de la carence protéique, à l'état d'avancement de nouvelles techniques ou aux autres aspects de la production de protéines non classiques. Le Groupe consultatif sur les protéines présente également des principes directeurs sur la transformation, la qualité et les critères de sécurité nécessaires pour la production de farine d'arachide de bonne qualité comme supplément en protéines de l'alimentation des nourrissons. Le Groupe consultatif publie un bulletin trimestriel, diffusant un grand nombre de ses études et de ses documents.

12. Pour bien faire comprendre aux membres de la Deuxième Commission le rôle du Groupe consultatif sur les protéines, M. Milner cite un exemple où une décision prise par ce groupe en 1961 a eu de grandes répercussions sur un grave problème de portée générale. Les organismes des Nations Unies étaient alors placés devant un grave dilemme : d'une part, il était urgent de démontrer l'avantage nutritif pour les jeunes enfants d'une ressource en protéines utile, à savoir la farine d'arachide; d'autre part, on ne pouvait nier qu'il y avait un risque pour la santé, sinon la vie, des nourrissons si l'on continuait de recommander l'utilisation de ce produit alimentaire; on a donc fait appel au Groupe consultatif sur les protéines. Après avoir évalué les données chimiques, toxicologiques et pathologiques alors disponibles, le Groupe a décidé que la gravité de la carence en protéines parmi les jeunes enfants était telle que, malgré le risque dû à l'aflatoxine, il était disposé à proposer une limite de tolérance jusqu'à laquelle ce risque pouvait être accepté. Cette décision du Groupe consultatif apparaît, rétrospectivement, comme une marque valable de jugement pragmatique.

13. M. Milner fait ensuite observer que le Groupe consultatif sur les protéines et les institutions qu'il dessert sont convaincus que ce problème ne peut pas être simplement résolu en augmentant la production agricole. Malgré la perspective encourageante de la révolution verte, on se rend compte que des ressources, des techniques et des initiatives nouvelles devraient être utilisées pour obtenir des résultats positifs. C'est dans cet esprit que le Secrétaire général a réuni en mai 1971 un groupe d'experts sur la stratégie des protéines, qui a publié un rapport sur la base duquel le Conseil économique et social a formulé une importante résolution.

14. La grande force du Groupe consultatif sur les protéines tient non seulement à la compétence technique de ses membres, mais aussi à l'indépendance qu'il se doit de

maintenir pour fournir des conseils objectifs aux organismes qui le parrainent. En conclusion, M. Milner assure les membres de la Deuxième Commission que le Groupe consultatif sur les protéines et son secrétariat sont disposés à fournir des services, dans les limites de leurs ressources, à toutes les institutions qui souhaitent faire appel à lui.

POINT 47 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies sur l'environnement : rapport du Secrétaire général (suite) [A/8308, A/8309, A/8403 (chap. XI), A/8509 et Add.1; A/C.2/269; A/C.2/L.1185/Rev.2, A/C.2/L.1195, A/C.2/L.1213 à A/C.2/L.1215; A/CONF.48/PC/13; E/4991 et Add.1, E/5003]

15. M. CARANICAS (Grèce) dit que les auteurs du projet de résolution auraient dû se souvenir de la mise en garde classique "*ne rebus omnibus*". Selon lui, ce texte comporte de nombreuses redites, des mots superflus et constitue une véritable macédoine de dispositions extraites de la Stratégie, de la Déclaration de Lima, du rapport du Comité spécial sur les problèmes de l'environnement et des rapports des Commissions économiques régionales et d'autres organes. Il est évident que même les auteurs n'ont pas une image fort nette des relations entre le développement et l'environnement.

16. C'est pourquoi la délégation grecque appuie les amendements contenus dans le document A/C.2/L.1214. Cette attitude n'est pas partisane car, bien qu'elle fasse partie du Groupe B, la Grèce est un pays en voie de développement. D'ailleurs, l'attitude des diverses délégations à l'égard des projets de résolution concernant l'environnement ne dénote aucun esprit partisan. Quelques délégations de pays du Groupe des Soixante-Dix-Sept ont critiqué le projet de résolution alors qu'il est présenté par des pays en voie de développement. D'autre part, les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1195 sont des délégations de pays développés aussi bien que de pays en voie de développement. La délégation grecque appuie donc les amendements contenus dans le document A/C.2/L.1214 par pure conviction et dans un souci d'objectivité.

17. Au paragraphe 1 du dispositif, la délégation grecque aimerait que les mots "la communauté internationale" soient remplacés par "les gouvernements nationaux". Au paragraphe 2 du dispositif, le mot "pleinement" devrait être supprimé : en effet, il est superflu et il convient de rompre avec l'habitude de dramatiser et d'exagérer. Le membre de phrase "de fixer ses propres normes et critères en matière d'environnement", à l'alinéa d du paragraphe 3, devrait également être supprimé. Si cette proposition n'est pas acceptable, la délégation grecque demandera un vote séparé sur ce membre de phrase. Elle aimerait également que le membre de phrase "et de manière à éviter de provoquer des effets préjudiciables pour d'autres pays" soit remplacé par le membre de phrase suivant : "à condition que cette action ne provoque pas d'effets préjudiciables dans les pays voisins ou dans d'autres pays". Si cette proposition n'est pas acceptable, la délégation grecque demandera un vote séparé sur ce membre de phrase. En outre, si la suppression du paragraphe 5 proposée dans l'amendement A/C.2/L.1214 n'est pas acceptée, elle demandera également un vote séparé

sur ce paragraphe. Elle demandera également un vote séparé sur le paragraphe 7 du dispositif, si la suppression de ce paragraphe proposée dans le même amendement n'est pas acceptée. La délégation grecque aimerait aussi que soient supprimés les mots "de l'avis exclusif de ces pays" au paragraphe 7 du dispositif car, si l'on s'en tient à l'avis exclusif des divers pays, il n'y a plus de critère objectif. Si cette proposition n'est pas acceptée, la délégation grecque demandera un vote séparé sur ces mots. Quant au paragraphe 8 du dispositif, il faudrait le remplacer par le texte proposé dans le document A/C.2/L.1214. Là encore, si les auteurs n'acceptent pas cette modification, la délégation grecque se verra contrainte de demander un vote séparé sur ce paragraphe. Par ailleurs, elle appuie le projet de résolution A/C.2/L.1195 qu'elle estime simple, sûr et bref.

18. M. ZAGORIN (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation fait siens les amendements proposés par les délégations du Venezuela et du Royaume-Uni et qu'elle approuve les déclarations des représentants du Royaume-Uni, de l'Australie et du Ghana sur cette question. Elle appuie également la modification proposée par le Brésil, au nom des auteurs, au paragraphe 2 du dispositif.

19. M. Zagorin est d'avis que, comme cela a été le cas pour les deux résolutions sur la prochaine session de la CNUCED, il convient de préparer la Conférence de Stockholm dans le souci d'aplanir les divergences de vues. Or, il estime que, dans sa forme actuelle, le projet de résolution A/C.2/L.1185/Rev.2 tend à susciter des divergences. S'agissant de la question de la situation monétaire, M. Zagorin comprend que les représentants des divers groupes régionaux expriment des vues très divergentes quant aux moyens à employer pour atteindre des objectifs communs, mais il est d'avis qu'il ne devrait pas en être ainsi dans le cas de l'environnement. En effet, il est possible de s'entendre sur les moyens à employer dans ce domaine, et M. Zagorin prie instamment les auteurs de faire un effort dans ce sens. A cet égard, il y a lieu de rappeler que le rapport établi à Founex tient compte des besoins des pays en voie de développement, et particulièrement de ceux des pays les moins avancés. Les opinions exprimées à cet égard par les représentants des pays développés sont sincères et les représentants des pays en voie de développement devraient les accepter comme telles.

20. La délégation des Etats-Unis ne peut accepter le paragraphe 9 du dispositif, car il reflète la crainte que l'action entreprise pour lutter contre la pollution n'aille à l'encontre du développement, crainte qui paraît à M. Zagorin sans aucun fondement. Le paragraphe 8 du dispositif n'est pas très clair, mais le peu qui y est compréhensible est inacceptable. En effet, il est impossible d'établir des règles quant au financement supplémentaire à fournir aux pays en voie de développement à des fins de protection de l'environnement, et la méthode proposée dans ce paragraphe serait un sujet de discorde; ce paragraphe devrait donc être supprimé. Quant au paragraphe 7, il ne peut qu'être inopérant car le fonctionnement des institutions financières internationales ne leur permet pas d'appliquer une telle directive. La délégation des Etats-Unis éprouve quelque difficulté au sujet des paragraphes 2 et 3, car elle craint que ces paragraphes ne fixent un choix préalable quant à la façon dont sera conduite la Conférence

et ne préjugent par là même les travaux qui y seront réalisés. Ces deux paragraphes devraient donc être modifiés. En outre, M. Zagorin ne comprend pas pourquoi il est si difficile aux auteurs d'accepter une formule selon laquelle une assistance technique supplémentaire serait assurée dans le cadre de la Stratégie internationale du développement.

21. M. VIAUD (France) estime qu'il existe une contradiction fondamentale entre deux objectifs du projet de résolution A/C.2/L.1185/Rev.2. En effet, aux douzième et treizième alinéas du préambule, et aux alinéas *a* et *d* du paragraphe 3 du dispositif, le projet de résolution insiste sur le fait que les politiques, les normes et les critères en matière d'environnement doivent être déterminés à l'échelon national alors que, par ailleurs, et notamment au paragraphe 1 du dispositif, le texte est un appel à la solidarité internationale. Il est possible qu'en matière d'environnement les pays industrialisés soient plus menacés que les autres, que toute action ait des conséquences qui dépassent les frontières nationales, que le problème de l'environnement soit une question de vie ou de mort qui nécessite des mesures urgentes aux niveaux national et régional; mais si les pays industrialisés sont appelés à financer la lutte contre la détérioration de l'environnement dans les pays en voie de développement, ils devraient avoir un droit de regard sur les politiques suivies par ces pays en la matière. La délégation française ne propose pas cela, mais les possibilités d'action de l'ONU se trouveront limitées si l'action doit être entreprise au niveau national. En revanche, si cette action doit être essentiellement internationale, tous les pays doivent accepter des contraintes inévitables. Il est normal que les pays industrialisés apportent une contribution plus importante à cette action, mais cette contribution ne devrait pas être définie selon les termes du projet de résolution considéré.

22. La délégation française appuie les amendements proposés par le Royaume-Uni et le Venezuela ainsi que la majorité des suggestions formulées oralement par la délégation grecque. Elle ne peut accepter les neuvième, dix-huitième et dix-neuvième alinéas du préambule s'ils ne sont pas modifiés. Elle ne peut non plus accepter l'alinéa *d* du paragraphe 3 du dispositif, l'alinéa *b* du paragraphe 4, ni les paragraphes 5, 7 et 8. En ce qui concerne ce dernier paragraphe, M. Viaud fait observer que, si certains pays ont atteint l'objectif fixé dans le cadre de la Stratégie internationale du développement, cela est loin d'être le cas dans l'ensemble. La délégation française ne peut non plus approuver le paragraphe 9 qui, de même que les paragraphes 5 et 7, attribue des responsabilités trop exclusives en matière d'environnement. La France pourra appuyer le projet de résolution si certains des amendements proposés sont acceptés. Si tel ne devait pas être le cas, elle estime que la Conférence commencera sous des auspices défavorables, et elle reprendra sa liberté de jugement sur les problèmes qui seront abordés à la Conférence ainsi que sur les solutions qui y seront proposées.

23. M. FRANCO-HOLGUIN (Représentant spécial de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement), répondant à une question posée par le représentant du Royaume-Uni au cours de la séance précédente au sujet du paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution, déclare que, en ce qui concerne la responsabilité

du Groupe de la Banque pour déterminer les cas dans lesquels elle peut assurer un financement, l'initiative est prise par l'emprunteur, comme dans tous les autres cas, et le processus préalable d'analyse et d'examen est entrepris en coopération avec l'emprunteur. Bien entendu, en tant que dépositaires de fonds, les institutions financières doivent porter un jugement sur la faisabilité d'un projet du point de vue financier. A cet égard, M. Franco-Holguin croit comprendre que le paragraphe 7 n'affecte en rien le droit qu'ont les institutions financières de porter ce jugement.

24. Quant au volume de l'assistance financière, les institutions financières ne peuvent évidemment fournir que des fonds dont elles disposent ou qu'elles peuvent emprunter, et il rappelle à cet égard qu'elles ne peuvent consacrer que très peu de fonds aux prêts à long terme et à intérêt modéré, vu qu'elles ne peuvent consentir ces prêts que dans le contexte de l'ensemble des priorités, compte tenu en particulier des intérêts des pays en voie de développement les moins avancés. Il est donc difficile de prévoir comment, en l'absence de fonds supplémentaires, le Groupe de la Banque pourra donner suite à la recommandation formulée au paragraphe 7.

25. Pour ce qui est des modalités de cette assistance, le moyen le plus efficace d'assurer des prêts à des conditions avantageuses est d'utiliser des crédits de l'IDA, soit exclusivement, soit parallèlement à des prêts de la Banque, lesquels sont déterminés selon des considérations propres aux pays intéressés et non en fonction des conditions du projet lui-même. En tout état de cause, il semble évident, tant pour les termes que pour le volume de l'assistance, que le facteur déterminant est la disponibilité de fonds.

26. M. BRITO (Brésil) fait observer que le texte du projet de résolution a fait l'objet de deux révisions et qu'il a été tenu compte de nombreuses suggestions, notamment de suggestions formulées par des représentants de pays développés. Il tient à souligner que les auteurs n'ont ménagé aucun effort pour prendre en considération les divers points de vue exprimés tout en évitant de s'écarter de la teneur fondamentale du texte; ils ne comprennent donc pas que certaines délégations aillent jusqu'à leur reprocher d'agir à l'encontre de la coopération internationale. M. Brito rappelle qu'il y a quelques années, lorsque se sont fait jour les préoccupations au sujet de l'environnement, l'une des premières réactions a été de se demander comment les pays en voie de développement devraient éviter la pollution, et il était alors évident que la tendance qui se dégageait allait à l'encontre du développement. Mais de grands progrès ont été réalisés depuis, et l'on va jusqu'à reconnaître que certains problèmes ne peuvent être résolus que grâce au développement.

27. M. Brito rappelle qu'à propos du neuvième alinéa du préambule un représentant a dit qu'il n'était pas scientifiquement prouvé que la pollution avait des répercussions mondiales. Or tous les documents du Secrétariat se réfèrent à ce fait, et l'extension de la pollution à l'échelle mondiale est justement l'un des grands problèmes que la Conférence devra examiner. Il est incontestable qu'il s'agit là d'un problème inquiétant. M. Brito relève qu'à la séance précédente la représentante du Royaume-Uni, présentant son amendement au neuvième alinéa, a déclaré que le texte de

cet alinéa avait un caractère accusateur et offensant. Or, fait observer M. Brito, les auteurs du projet de résolution se sont bornés à énoncer un fait auquel il faut faire face; M. Brito souligne en outre que les auteurs ne disent pas que la pollution à répercussions mondiales est causée par tous les pays hautement développés, mais seulement par certains de ces pays et qu'il est logique que ceux-ci portent la responsabilité principale du financement des mesures correctives.

28. Pour ce qui a trait à l'amendement de l'Australie et du Royaume-Uni relatif au dix-huitième alinéa du préambule, M. Brito fait observer que le nouveau texte proposé par ces deux délégations élimine une notion extrêmement importante du dix-huitième alinéa original, à savoir la nécessité pour les pays développés de fournir aux pays en voie de développement une assistance technique accrue et des moyens financiers supplémentaires au-delà des objectifs fixés dans la Stratégie internationale du développement. Or, si les pays en voie de développement sont obligés, par la force des choses, d'appliquer des mesures supplémentaires nouvelles en matière d'environnement et si le volume de l'aide dont ils bénéficient reste inchangé, ils devront réviser leur ordre de priorité, c'est-à-dire que leurs programmes de développement en pâtiront.

29. En ce qui concerne le paragraphe 1 du dispositif, M. Brito indique que les auteurs regrettent de ne pas pouvoir accepter l'amendement présenté oralement et tendant à remplacer les mots "la communauté internationale" par les mots "les gouvernements", estimant que cet amendement n'améliore pas le texte original. Faisant observer que le paragraphe 1 du dispositif, comme d'ailleurs le paragraphe 4, *d*, et le quinzième alinéa du préambule, reflète la nécessité d'établir une coopération internationale, M. Brito déclare que, s'il était accepté, l'amendement en question conférerait au paragraphe 1 un caractère limitatif.

30. En ce qui concerne le paragraphe 2 du dispositif, M. Brito rappelle qu'à la séance précédente il a déjà révisé oralement le texte pour tenir compte de quelques observations formulées par quelques membres de la Commission. Pour ce qui est de l'amendement de l'Australie et du Royaume-Uni à ce paragraphe, M. Brito estime qu'il apporte au texte une restriction subjective extrêmement dangereuse et inutile.

31. Il en va de même pour l'amendement de l'Australie et du Royaume-Uni au paragraphe 3 du dispositif, puisqu'il aurait notamment un effet restrictif sur le respect de l'exercice de la souveraineté sur les ressources naturelles, sur les possibilités de développement des pays en voie de développement et sur le droit souverain de chaque pays en matière de planification économique et de politiques de l'environnement. Il va de soi que l'amendement de l'Australie et du Royaume-Uni au paragraphe 3 du dispositif — tout autant que leur amendement au paragraphe 2 — est inacceptable pour les auteurs du projet de résolution.

32. Rappelant qu'un représentant a proposé oralement des amendements à l'alinéa *d* du paragraphe 3, M. Brito fait observer que, d'une part, le texte de ce paragraphe a été mis au point après des consultations prolongées et que, d'autre part, il est hors de doute qu'il appartient à chaque pays de

fixer ses propres normes et critères en matière d'environnement, étant donné que ces normes et critères doivent nécessairement varier d'un pays à l'autre puisque le degré de développement varie d'un pays à l'autre.

33. En ce qui concerne l'amendement de l'Australie et du Royaume-Uni au paragraphe 4 *b* du dispositif, M. Brito fait observer que, tout comme l'amendement de ces deux délégations au dix-huitième alinéa du préambule, il tend à éliminer du texte original la notion selon laquelle l'assistance au titre de l'environnement doit être donnée en plus des objectifs fixés dans la Stratégie.

34. En ce qui concerne le paragraphe 5 du dispositif, l'Australie et le Royaume-Uni réclament sa suppression, arguant du fait qu'il serait sans rapport avec le contexte. Or il est incontestable que les essais d'armes nucléaires, chimiques et biologiques ont des répercussions néfastes sur l'environnement, notamment en matière de pollution marine et de radioactivité. M. Brito précise qu'il n'est nullement disposé à accepter un amendement quelconque à ce paragraphe.

35. En ce qui concerne le paragraphe 7 du dispositif, M. Brito tient à préciser qu'il n'est nullement dans l'intention des auteurs de présenter une sorte d'ultimatum aux institutions financières internationales. Sur la question de savoir qui doit être juge de la nécessité des projets en matière d'environnement, M. Brito estime qu'il est incontestable que ce sont les pays intéressés.

36. Au nom des auteurs, M. Brito modifie comme suit le début du paragraphe 7 du dispositif :

"Indique qu'il convient que, sans porter préjudice à leurs activités dans d'autres domaines, les institutions financières internationales soient en mesure d'envisager favorablement la possibilité d'accroître le volume de leur assistance économique aux pays en voie de développement et d'en assouplir les conditions . . ."

Il fait observer que, s'ils modifient le début du paragraphe, les auteurs tiennent néanmoins à conserver dans le texte la notion que seuls les pays bénéficiaires doivent être juges de la nécessité et des possibilités de réalisation des projets.

37. Pour ce qui a trait au paragraphe 8 du dispositif qui porte sur un système de contributions volontaires, l'amendement de l'Australie et du Royaume-Uni élimine le principe de l'aide additionnelle dont le montant serait fixé sur la base d'un pourcentage des dépenses encourues par les pays développés, principe qui constitue un élément important du texte original. Etant donné que les mots clefs de ce paragraphe sont "les contributions volontaires", M. Brito exprime l'espoir que les pays développés voudront bien faire preuve de compréhension.

38. En ce qui concerne le paragraphe 9 du dispositif, M. Brito regrette que certaines délégations ne comprennent pas les craintes des pays en voie de développement, craintes du reste parfaitement justifiées puisque l'aide internationale au développement et les perspectives commerciales des pays en voie de développement sont deux sujets d'importance vitale pour ces pays.

39. Abordant la question des amendements présentés oralement, M. Brito accepte, au nom des auteurs, l'amendement du Venezuela (A/C.2/L.1213) modifié oralement par le représentant de Cuba à la 1435^{ème} séance.

40. Pour ce qui a trait à l'amendement présenté oralement par l'Espagne, les auteurs ne sont malheureusement pas parvenus à un accord, bien qu'ils soient favorablement disposés à son égard.

41. Ils acceptent l'amendement présenté oralement par le représentant du Ghana à la 1435^{ème} séance et tendant à insérer après le paragraphe 2 du dispositif le paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.1195, modifié par l'amendement du Brésil contenu dans le document A/C.2/L.1215.

42. M. Brito exprime l'espoir qu'ainsi modifié le projet de résolution recueillera une très large majorité.

43. M. TAN (Singapour) n'est toujours pas convaincu qu'une résolution sur le fond du problème de l'environnement soit utile au stade actuel. Le fond de ce problème ne devrait être abordé qu'à Stockholm. En outre, la délégation singapourienne n'est pas satisfaite d'un certain nombre de propositions. Elle s'abstiendra donc lors du vote sur le projet de résolution A/C.2/L.1185/Rev.2 ainsi que sur les amendements.

44. M. ZAHEDI (Iran) déclare que, pour l'essentiel, la délégation iranienne est favorable au projet de résolution mais elle voudrait présenter un certain nombre de suggestions aux auteurs, car le texte peut encore être considérablement amélioré. A cet égard, elle n'approuve pas les amendements proposés par la délégation du Royaume-Uni. En présentant ces suggestions, elle ne cherche pas à obtenir de concessions de la part des auteurs mais plutôt à améliorer le texte de sorte qu'il obtienne un plus large appui.

45. Elle aimerait que soit supprimé au neuvième alinéa du préambule le membre de phrase "du fait de leur propre niveau élevé d'activités industrielles imparfaitement planifiées et insuffisamment coordonnées".

46. Quant au deuxième amendement, il concerne le dix-neuvième alinéa du préambule dans le texte anglais, où le mot "*particularly*", à la troisième ligne, pourrait être remplacé par l'expression "*such as*".

47. En outre, la délégation iranienne propose de supprimer la fin du paragraphe 8 du dispositif du projet de résolution considéré, à partir de "à fixer sur la base".

48. Elle appuie toutefois l'ensemble du projet de résolution et espère que les modifications qu'elle a proposées seront acceptées. Elle appuie en outre les suggestions formulées par le représentant de l'Espagne au sujet du paragraphe 4 c, du dispositif. M. Zahedi ajoute que les projets de résolution contenus dans les documents A/C.2/L.1185/Rev.2 et A/C.2/L.1195 se complètent; le projet de résolution A/C.2/L.1195 est un projet de résolution de procédure, et la délégation iranienne n'est disposée à accepter aucun amendement; elle demande donc au repré-

sentant du Brésil de bien vouloir retirer celui qu'il a présenté.

49. M. AYOUB (Tunisie) estime que le premier projet de résolution traite de problèmes de procédure et le deuxième de principes politiques. La délégation tunisienne appuie dans l'ensemble la résolution A/C.2/L.1185/Rev.2, car elle admet que la question du développement et celle de l'environnement sont deux aspects d'une même activité à savoir le développement économique et social. La délégation tunisienne est heureuse que les auteurs du projet de résolution aient accepté les amendements proposés par le Venezuela et regrette qu'ils n'aient pas accepté la suggestion de l'Espagne qui, à son avis, devrait constituer un amendement en bonne et due forme. M. Ayoub n'est pas de l'avis du représentant du Brésil lorsque ce dernier déclare que cet amendement n'a pas place dans cette résolution. Pour ce qui est de l'alinéa c du paragraphe 4, il ne voit pas ce qu'ont de particulier les problèmes de l'environnement des pays sans littoral. Pourtant la Tunisie, comme les autres pays méditerranéens, connaît bien la question, ne cessant d'être en présence de problèmes de pollution marine. M. Ayoub approuve la suggestion du Ghana qui consistait à incorporer au projet de résolution A/C.2/L.1185/Rev.2 le paragraphe 1 du projet de résolution A/C.2/L.1195, modifié par le Brésil.

50. Abordant la question des amendements proposés par le Royaume-Uni et l'Australie, le représentant de la Tunisie approuve l'amendement proposé pour le neuvième alinéa du préambule. Quant à l'amendement au dix-huitième, M. Ayoub regrette que les négociations menées à son sujet n'aient pas été suffisantes et s'y déclare opposé. Il approuve la modification proposée pour le paragraphe 2 du dispositif. Par contre, il trouve le paragraphe 3 satisfaisant tel qu'il est actuellement rédigé. Quant à l'alinéa c du paragraphe 4 du dispositif, il estime que les négociations n'ont pas été suffisantes mais approuve la modification proposée. Il se déclare opposé à la suppression du paragraphe 5 mais approuve celle du paragraphe 7, car il n'appartient pas à la Commission de demander l'assouplissement des conditions de prêt en matière d'environnement. M. Ayoub juge prématuré de fixer la base des contributions volontaires et approuve donc l'amendement proposé pour le paragraphe 8. Il approuve encore l'amendement au paragraphe 9, car il n'est pas bon de lier les mains de la CNUCED en lui demandant de présenter une étude détaillée à la troisième Conférence.

51. M. HUTAGALUNG (Indonésie) déclare appuyer les amendements proposés par le Venezuela (A/C.2/L.1213). En ce qui concerne les amendements proposés par l'Australie et le Royaume-Uni (A/C.2/L.1214), la délégation indonésienne est prête à approuver les modifications apportées aux paragraphes 2 et 3 pourvu que le nouveau texte n'amène pas le lecteur à préjuger l'issue de la Conférence. La délégation indonésienne s'abstiendra lors du vote sur les amendements relatifs au neuvième alinéa du préambule et aux paragraphes 8 et 9 du dispositif. Quant aux autres propositions, le représentant de l'Indonésie considère qu'elles n'apportent aucune amélioration au texte et ne les appuiera donc pas. Il est disposé à voter pour l'ensemble du projet de résolution s'il est tenu compte des vues qu'il vient d'exprimer.

52. M. ORČIĆ (Yougoslavie) dit ne pas être convaincu par les arguments qu'a employés la représentante du Royaume-Uni pour justifier les amendements qu'elle proposait. Il s'étonne que ces amendements aient été présentés seulement le vendredi précédent, alors que la Commission est saisie de ce texte depuis un mois. Par ailleurs, il ne comprend pas comment la délégation yougoslave peut avoir été accusée de ne pas vouloir négocier alors que précisément le Royaume-Uni n'a pas accepté de changer quoi que ce soit à ses propres amendements. Certains des mots contenus dans ces amendements nient simplement que les demandes formulées par les pays en voie de développement dans le projet de résolution soient justifiées. Il est absolument faux que les auteurs de ce projet de résolution aient cherché à faire obstacle à la troisième session de la CNUCED. La délégation yougoslave tient à souligner que l'objectif de l'p. 100 fixé dans la Stratégie est bien trop limité. Après toutes ces discussions, la délégation yougoslave est encore plus persuadée de l'utilité de la résolution envisagée.

53. M. SANTA-CRUZ (Chili) déplore, en ce qui concerne le projet de résolution A/C.2/L.1185/Rev.2, l'absence de négociations véritables. On a dit que la faute en revenait aux auteurs du projet de résolution; en fait, les amendements proposés par le Royaume-Uni et l'Australie ne sont pas précisément conçus pour faciliter un accord. A cet égard, M. Santa-Cruz approuve totalement la déclaration du représentant de la Yougoslavie. Il aurait fallu faire l'impossible pour que l'Assemblée générale accorde à la troisième session de la CNUCED le maximum d'autorité. Par ailleurs, il faudrait éviter que la Conférence ne constitue un écran commode pour cacher les responsabilités. Il faudrait éviter que l'on ne retire du texte du projet de résolution l'impression qu'il existe des solutions toutes faites, comme c'est le cas avec le projet A/C.2/L.1195. La délégation chilienne appuierait tout effort de conciliation fondé sur ces considérations; s'il se révèle infructueux, elle se verra obligée d'approuver le projet de résolution A/C.2/L.1195 tel qu'il est modifié par les amendements déjà adoptés. Pour ce qui est des paragraphes 7 et 8 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.1185/Rev.2, la délégation chilienne s'abstiendra, sans en demander la suppression comme les délégations britannique et australienne. Elle souligne l'inutilité de la recommandation faite dans le paragraphe 7 aux institutions financières internationales. On sait très bien que la direction de la Banque mondiale ne trouve des ressources que lorsque le projet l'intéresse. S'agissant du paragraphe 8, la délégation chilienne s'abstiendra car elle n'admet pas qu'on substitue un système de contributions volontaires aux obligations de solidarité que prévoit la Charte.

54. M. Santa-Cruz espère qu'on parviendra à une formule de conciliation avant le vote.

55. M. O'RIORDAN (Irlande) approuve les amendements proposés par les délégations britannique et australienne ainsi que ceux proposés par les délégations vénézuélienne et espagnole. Il ne saurait approuver le paragraphe 7 tel qu'il se présente, car on ne peut lui demander d'accepter un texte qu'il ne comprend pas.

56. M. VERCELES (Philippines) n'est pas satisfait du projet de résolution malgré les amendements déjà adoptés;

il le regrette, car il reconnaît le lien qui existe entre l'environnement et le développement. Par ailleurs, le projet de résolution traite de problèmes de fond qui devraient plutôt être examinés à la Conférence sur l'environnement. Certaines idées n'ont pas leur place dans ce projet et reflètent des positions qui ne facilitent pas un accord. Pour ce qui est des amendements A/C.2/L.1214, la délégation philippine approuve celui concernant le neuvième alinéa du préambule. Elle n'a pas d'idée préconçue quant au nouvel alinéa qui devrait remplacer le dix-huitième alinéa. Elle approuve les amendements portant sur les paragraphes 2 et 3 du dispositif. Elle accepte de même le nouveau texte qui remplace l'alinéa *b* du paragraphe 4, étant donné l'ambiguïté du texte actuel. La délégation philippine appuie entièrement la proposition de l'Espagne visant à ajouter un nouvel alinéa *d* au paragraphe 4. Elle approuve la suppression du paragraphe 5, car la question des essais nucléaires et les autres questions dont il y est fait mention, pour importantes qu'elles soient, ne sont pas à leur place dans ce texte. Un nouveau libellé doit être trouvé pour le paragraphe 7, qui ne doit pas forcément disparaître. S'agissant du paragraphe 8, le libellé actuel semble préférable pourvu que l'on supprime la fin de la phrase à partir de "à fixer sur la base", comme l'ont proposé la délégation ghanéenne et d'autres délégations. M. Verceles estime, comme la délégation ghanéenne, que le texte de l'amendement britannique et australien est satisfaisant. Par ailleurs, la délégation philippine désirerait que certaines expressions soient modifiées; ainsi au septième alinéa du préambule, "saine écologie" devrait être remplacé par "critères écologiques sains"; le neuvième alinéa devrait être remplacé par le texte proposé par le Royaume-Uni; quant au dix-septième alinéa, M. Verceles trouve la deuxième ligne ambiguë.

57. M. NDUNGU (Kenya) apprécie à sa juste valeur le résultat des efforts déployés par les auteurs du projet A/C.2/L.1185/Rev.2; il reproche cependant au préambule dudit projet d'être trop long et parfois répétitif: à son avis on pourrait en éliminer le treizième alinéa, le quatorzième alinéa qui porte sur un sujet mieux traité dans le quinzième alinéa, et enfin le vingtième alinéa qui ne précise ou ne justifie en rien le dispositif. On pourrait de même simplifier le paragraphe 2 du dispositif dont la dernière disposition est superflue.

58. En revanche, la délégation kényenne appuie l'amendement présenté oralement à la séance précédente par le représentant de l'Espagne et tendant à insérer au paragraphe 4 du dispositif une clause sur les risques de pollution des côtes. Les auteurs devraient accepter cet amendement très important pour les petits pays et, par exemple, le Kenya, dont l'une des grandes ressources est le tourisme et qui se heurte à ce problème de la pollution des eaux côtières par les navires. Par ailleurs, la délégation kényenne appuiera les amendements au neuvième alinéa du préambule présenté par le Royaume-Uni et l'Australie dans le document A/C.2/L.1214; elle appuiera également les amendements de ces deux puissances aux paragraphes 2 et 8 du dispositif, amendements qui devraient permettre au projet de recueillir le consensus de la Commission. Il lui est cependant impossible d'appuyer la suppression du paragraphe 7 du dispositif, comme il est proposé dans le document A/C.2/L.1214. Le texte de ce paragraphe lui

paraît tout à fait pertinent, mais on pourrait l'améliorer encore en le modifiant selon la suggestion du représentant du Brésil (A/C.2/L.1215) et en y supprimant le mot "exclusif" de façon à lui donner une portée plus large, comme l'a proposé le représentant de la France.

59. M. SWARTZ (Suède) déclare que sa délégation approuve les motifs qui ont inspiré la présentation du projet A/C.2/L.1185/Rev.2 et que ce projet devrait permettre aux participants à la Conférence sur l'environnement de parvenir plus facilement à un accord. La délégation suédoise ne peut cependant appuyer toutes les dispositions de ce projet. A son avis, par exemple, le projet ne présente pas de façon équilibrée les rapports entre les problèmes d'environnement et le développement tels qu'ils ont été décrits dans le rapport de Founex qui semble avoir recueilli l'appui général; on n'y insiste pas assez sur la nécessité de tenir compte des considérations d'environnement dans les efforts de développement de façon à favoriser au maximum la croissance économique. D'autre part, le projet tend à faire inscrire au programme de la Conférence sur l'environnement certaines questions, notamment celle de l'emploi des armes nucléaires, chimiques et biologiques mentionné au paragraphe 5 du dispositif, qui sont déjà étudiées par d'autres organes.

60. Enfin, le projet préjuge les conclusions de la Conférence sur des questions telles que le projet de déclaration sur l'environnement et le financement de l'assistance aux pays en voie de développement, et cela risque de rendre les problèmes plus difficiles à résoudre.

61. M. ARNAUD (Argentine) tient à réexpliquer, sur la demande du représentant de la Grèce, comment les auteurs du projet A/C.2/L.1185/Rev.2 comprennent l'alinéa *d* du paragraphe 3 du dispositif de ce projet auquel la délégation grecque suggère d'apporter deux amendements. Comme la délégation argentine l'a déjà expliqué lors de la 1427^{ème} séance, l'alinéa *a* du paragraphe 3 du dispositif dudit projet souligne qu'il importe de respecter pleinement l'exercice de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles et le droit qu'a chaque pays d'exploiter ses propres ressources conformément à ses propres priorités et à ses propres besoins, mais à la condition expresse et d'ailleurs logique que cela soit fait "de manière à éviter de provoquer des effets préjudiciables pour d'autres pays"; cette condition est de nouveau énoncée à l'alinéa *d* de ce même paragraphe 3. En effet, l'exercice par les Etats de leur droit souverain sur les ressources naturelles est soumis à l'obligation de ne pas nuire à d'autres Etats et donc à leurs voisins, conformément aux principes fondamentaux de bon voisinage — et, dans le contexte socio-économique de la Conférence sur l'environnement, de bon voisinage économique —, de solidarité internationale, d'utilisation rationnelle des ressources naturelles, de responsabilité et de coopération internationales, principes qui sont pour la plupart mentionnés expressément dans le projet de résolution A/C.2/L.1185/Rev.2. D'autres auteurs du projet, et en particulier le Brésil, ont également fait plusieurs fois mention de cette condition expresse que les Etats doivent respecter, et M. Arnaud espère que ses explications suffiront à dissiper les derniers doutes du représentant de la Grèce.

62. Mlle DARLING (Royaume-Uni) remercie le représentant du Brésil de la tentative qu'il a faite pour améliorer le libellé du paragraphe 7 du dispositif mais se voit cependant forcée de maintenir son propre amendement visant à supprimer ce paragraphe. En effet, la délégation du Royaume-Uni estime que les dispositions de ce paragraphe tendent à entraver la liberté d'action des institutions financières internationales et qu'il serait par ailleurs prématuré d'accroître, à ce stade, le volume de l'assistance économique destinée à la planification et à l'exécution de projets intéressant la sauvegarde de l'environnement.

63. M. FERNÁNDEZ-VILLASVERDE (Espagne) remercie toutes les délégations qui ont appuyé l'amendement espagnol au paragraphe 4 du dispositif et indique qu'après avoir consulté certains auteurs du projet il voudrait maintenant l'insérer dans le paragraphe 4 en tant qu'alinéa *d*; l'alinéa *d* du texte actuel du paragraphe 4 deviendrait alors l'alinéa *e* et le reste du paragraphe demeurerait inchangé. La délégation espagnole tient à ce que son amendement soit mis aux voix.

64. Le PRÉSIDENT annonce que, s'il n'y a pas d'objection, on peut maintenant passer à la mise aux voix du projet A/C.2/L.1185/Rev.2 et, tout d'abord, à celle des amendements et sous-amendements à ce projet.

65. M. AHMED (Secrétaire de la Commission) donne lecture des sous-amendements proposés oralement par le représentant de Cuba pour les amendements présentés par le Venezuela dans le document A/C.2/L.1213, du nouveau texte inséré par les auteurs sur la proposition du Ghana en tant que paragraphe 3 du dispositif, de la modification apportée par les auteurs eux-mêmes aux quatrième et cinquième lignes du paragraphe 2 du dispositif, ainsi que du nouveau texte qu'ils ont substitué aux trois premières lignes du paragraphe 7 du dispositif, et enfin des modifications qu'ils ont apportées au paragraphe 10 du dispositif.

Neuvième alinéa du préambule

66. Le PRÉSIDENT signale que deux amendements ont été présentés à cet alinéa : il s'agit d'un amendement des représentants de l'Australie et du Royaume-Uni, qui figure au paragraphe 1 du document A/C.2/L.1214 et d'un amendement présenté par l'Iran tendant à supprimer le membre de phrase "du fait de leur propre niveau élevé d'activités industrielles imparfaitement planifiées et insuffisamment coordonnées". Conformément à l'article 131 du règlement intérieur, le Président met aux voix en premier lieu l'amendement présenté par les représentants de l'Australie et du Royaume-Uni.

Par 51 voix contre 33, avec 7 abstentions, l'amendement figurant au paragraphe 1 du document A/C.2/L.1214 est rejeté.

Par 53 voix contre 29, avec 7 abstentions, l'amendement iranien est rejeté.

67. Le PRÉSIDENT rappelle que le représentant du Kenya a proposé oralement de supprimer les treizième, quatorzième et vingtième alinéas du préambule.

Par 65 voix contre 5, avec 22 abstentions, l'amendement kényen tendant à supprimer le treizième alinéa du préambule est rejeté.

Par 71 voix contre 2, avec 21 abstentions, l'amendement kényen tendant à supprimer le quatorzième alinéa du préambule est rejeté.

Par 72 voix contre 3, avec 16 abstentions, l'amendement kényen tendant à supprimer le vingtième alinéa du préambule est rejeté.

Dix-huitième alinéa du préambule

Par 53 voix contre 25, avec 13 abstentions, l'amendement figurant au paragraphe 2 du document A/C.2/L.1214 est rejeté.

Dix-neuvième alinéa du préambule

68. Le PRÉSIDENT indique que le représentant de l'Iran a proposé de remplacer le mot "notamment" par les mots "tels que".

Par 50 voix contre 20, avec 17 abstentions, l'amendement iranien est rejeté.

Paragraphe 2 du dispositif

Par 45 voix contre 38, avec 9 abstentions, l'amendement figurant au paragraphe 3 du document A/C.2/L.1214 est rejeté.

69. Mlle DARLING (Royaume-Uni) déclare que les délégations australienne et britannique acceptent la proposition du représentant des Philippines tendant à remplacer, dans le texte anglais de l'amendement, les mots "wherever possible" par les mots "as much as possible".

Paragraphe 3 du dispositif

Par 58 voix contre 29, avec 6 abstentions, l'amendement figurant au paragraphe 4 du document A/C.2/L.1214, tel qu'il a été révisé, est rejeté.

Alinéa b du paragraphe 4 du dispositif

Par 55 voix contre 26, avec 12 abstentions, l'amendement figurant au paragraphe 5 du document A/C.2/L.1214 est rejeté.

Nouvel alinéa d du paragraphe 4 du dispositif

70. Le PRÉSIDENT signale que le représentant de l'Espagne a proposé l'inclusion du texte ci-après, en tant que nouvel alinéa d du paragraphe 4 : "Étudier en leur prêtant une attention spéciale les problèmes et la situation de l'environnement des pays dont le littoral est particulièrement exposé à des risques de pollution marine".

Par 84 voix contre zéro, avec 8 abstentions, cet alinéa est adopté.

Paragraphe 5 du dispositif

Par 69 voix contre 14, avec 12 abstentions, l'amendement figurant au paragraphe 6 du document A/C.2/L.1214 est rejeté.

Paragraphe 7 du dispositif

Par 57 voix contre 21, avec 16 abstentions, l'amendement figurant au paragraphe 7 du document A/C.2/L.1214 est rejeté.

Paragraphe 8 du dispositif

71. Le PRÉSIDENT indique que deux amendements sont présentés à ce paragraphe : il s'agit de l'amendement du Royaume-Uni et de l'Australie — au paragraphe 8 du document A/C.2/L.1214 — et d'un amendement présenté oralement par les délégations du Ghana, de l'Iran et de la Tunisie, tendant à supprimer les mots "à fixer sur la base d'un pourcentage des dépenses encourues par les pays développés à des fins de protection de l'environnement". Conformément à l'article 131 du règlement intérieur, le Président met aux voix en premier lieu l'amendement présenté par le Royaume-Uni et l'Australie.

Par 46 voix contre 34, avec 13 abstentions, l'amendement figurant au paragraphe 8 du document A/C.2/L.1214 est rejeté.

Par 37 voix contre 36, avec 21 abstentions, l'amendement présenté par les délégations du Ghana, de l'Iran et de la Tunisie est adopté.

Paragraphe 9 du dispositif

Par 51 voix contre 32, avec 10 abstentions, l'amendement figurant au paragraphe 9 du document A/C.2/L.1214 est rejeté.

72. M. ZAGORIN (Etats-Unis d'Amérique) demande un vote séparé sur le paragraphe 2 du dispositif.

Par 59 voix contre 11, avec 25 abstentions, le paragraphe 2 du dispositif est adopté.

Nouveau paragraphe 3 du dispositif

73. Mlle DARLING (Royaume-Uni) demande un vote séparé sur le nouveau paragraphe 3 censé devoir être inclus au dispositif.

74. Le PRÉSIDENT rappelle que le nouveau paragraphe en question est en fait le paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.1195, modifié par le Brésil (A/C.2/L.1215). Le libellé proposé pour ce nouveau para-

graphe est le suivant : “3. *Réaffirme* qu’il importe que la Conférence tienne pleinement compte des intérêts des pays en voie de développement et, dans ce contexte, fait siennes les vues exprimées dans la section VII de la Déclaration et des principes du programme d’action adoptés à Lima le 7 novembre 1971 par la Réunion ministérielle du Groupe des 77 pays en voie de développement;”.

Par 63 voix contre 7, avec 24 abstentions, le nouveau paragraphe 3 est adopté.

Ancien paragraphe 3 du dispositif

75. Le PRÉSIDENT annonce que la Grèce a demandé un vote séparé sur les mots “de fixer ses propres normes et critères en matière d’environnement”, qui figurent à l’alinéa d.

Par 75 voix contre une, avec 18 abstentions, les mots “de fixer ses propres normes et critères en matière d’environnement” sont maintenus.

Paragraphe 7 du dispositif

76. Le PRÉSIDENT signale que le représentant de la Grèce a demandé un vote séparé sur les mots “de l’avis exclusif de ces pays”.

77. M. DIALLO (Haute-Volta), soulevant un point d’ordre, fait observer que les membres de la Commission, en rejetant l’amendement correspondant présenté par le Royaume-Uni et l’Australie, se sont en fait prononcés pour le maintien des mots sur lesquels un vote séparé est demandé.

Par 59 voix contre 12, avec 20 abstentions, les mots “de l’avis exclusif de ces pays” sont maintenus.

Paragraphe 8 du dispositif

78. M. SANTA-CRUZ (Chili) demande un vote séparé sur le paragraphe 8.

Par 57 voix contre 14, avec 22 abstentions, le paragraphe 8 du dispositif est maintenu.

Ensemble du projet de résolution A/C.2/L.1185/Rev.2, tel qu’il a été modifié.

Sur la demande du représentant de la Yougoslavie, il est procédé au vote par appel nominal.

L’appel commence par le Maroc, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Nigéria, Pakistan, Pérou, Philippines, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Soudan, Souaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ouganda, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Afghanistan,

Algérie, Argentine, Bolivie, Brésil, Birmanie, Cameroun, République centrafricaine, Ceylan, Chili, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Dahomey, République Dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Guatemala, Guyane, Honduras, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Côte d’Ivoire, Jamaïque, Kenya, Koweït, République arabe libyenne, Madagascar, Malawi, Mali, Mexique.

Votent contre : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord, Etats-Unis d’Amérique, Australie, Belgique.

S’abstiennent : Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pologne, Portugal, Sierra Leone, Singapour, Espagne, Suède, Trinité-et-Tobago, République socialiste soviétique d’Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Autriche, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Tchécoslovaquie, Danemark, Finlande, France, Ghana, Grèce, Hongrie, Islande, Irlande, Israël, Italie, Japon, Libéria, Malte, Mongolie.

Par 62 voix contre 4, avec 31 abstentions, le projet de résolution A/C.2/L.1885/Rev.2, tel qu’il a été modifié, est adopté.

79. M. MANI (Inde), prenant la parole pour une explication de vote, dit avoir voté en faveur du projet de résolution dans son ensemble, bien qu’il n’y soit pas fait mention de la pollution provoquée par le peuplement humain — sujet qui, de l’avis de la délégation indienne, doit figurer parmi ceux qui seront discutés à la Conférence de Stockholm —, étant entendu que ce problème fera l’objet d’un examen aux termes des dispositions du neuvième alinéa de la résolution qui vient d’être adoptée, et que le Comité préparatoire de la Conférence, à sa prochaine réunion, s’en saisira.

80. M. VIAUD (France) dit que la délégation française s’est abstenue, car les amendements qu’elle approuvait ont tous été rejetés. Elle ne peut accepter que la responsabilité financière de la lutte pour la protection de l’environnement soit rejetée sur les pays développés et qu’il leur soit demandé de fournir une assistance supplémentaire par rapport aux objectifs déjà fixés dans le cadre de la deuxième Décennie, car cette demande compromet les objectifs mêmes de cette deuxième décennie. En ce qui concerne le paragraphe 8 du dispositif, M. Viaud s’étonne qu’il soit demandé aux Etats Membres d’envisager des contributions volontaires car, dès l’instant où elles sont demandées, ces contributions ne peuvent plus être volontaires.

81. M. JOSEPH (Australie) dit que l’Australie espérait voir accepter une partie au moins des amendements qu’elle avait présentés avec le Royaume-Uni, d’autant plus qu’un certain nombre de ces amendements semblent recueillir, officieusement, un appui considérable, même de la part de certains des auteurs de la résolution, à titre privé. En fait, aucun amendement n’a été accepté, pas même ceux que la délégation australienne persiste à considérer comme extrêmement conciliants. Pour cette raison, elle a estimé ne pouvoir que voter contre la résolution dans son ensemble.

82. M. KOTOBALAVU (Fidji) déclare que sa délégation a voté contre l'amendement tendant à supprimer le paragraphe 5 du dispositif parce que son pays ne cesse de s'élever contre les essais d'armes nucléaires, car il appartient à une région directement menacée par la radioactivité résultant de ces essais.

83. M. HILLEL (Israël) déclare que sa délégation s'est abstenue sur l'ensemble du projet de résolution, celui-ci contenant certaines dispositions qui préjugent les décisions de la Conférence de Stockholm, décisions qui ne pourront normalement être prises qu'après de longs échanges de vues et de longues négociations.

84. La délégation israélienne a voté en faveur de plusieurs amendements de l'Australie et du Royaume-Uni, estimant qu'ils étaient de nature à apporter une contribution constructive à la recherche des solutions.

85. Quant au deuxième alinéa du préambule, la délégation israélienne tient à préciser qu'elle n'est guère en mesure d'évaluer les efforts déployés et les résultats obtenus par les organismes des Nations Unies en vue d'élaborer un plan d'action dans le domaine de l'environnement, étant donné que son pays n'est pas admis à participer à l'un des séminaires pertinents.

86. M. MAKEEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) explique que sa délégation s'est abstenue sur l'ensemble du projet de résolution, celui-ci ne correspondant ni à la position de la délégation soviétique sur la convocation de la Conférence de Stockholm – position déjà maintes fois exposée au sein des organismes compétents des Nations Unies – ni au contenu de la Déclaration commune des pays socialistes sur la deuxième Décennie du développement et du progrès social, publiée le 21 septembre 1970¹.

87. M. CALENDIA (Italie) déclare que, si sa délégation s'est abstenue sur l'ensemble du projet de résolution, c'est parce que celui-ci l'a laissée assez perplexe.

88. Ayant approuvé sans réserve les amendements du Royaume-Uni, la délégation italienne ne peut qu'en regretter le rejet; s'ils avaient été acceptés, elle aurait été en mesure de voter en faveur du projet de résolution.

89. Toutefois, la principale difficulté de la délégation italienne à l'égard du projet de résolution est la conception même de ce projet qui, d'une part, reste en deçà de

l'argument principal et, d'autre part, l'outrepasse. Il reste en deçà parce qu'il semble réduire la Conférence de Stockholm au problème des rapports entre l'environnement et le développement; il va au-delà, parce qu'il finit par postuler implicitement que la Conférence de Stockholm est un double, sur les problèmes de l'environnement, des sessions de la CNUCED.

90. M. Calenda exprime ce point de vue d'autant plus librement que la délégation italienne, dès la première session du Comité préparatoire, a souligné l'importance du problème environnement-développement. Mais il n'y a pas que ce problème. Il y en a de plus graves encore, de caractère scientifique, technique et structurel, qui constituent un tout et qu'il s'agit de résoudre avant de pouvoir examiner concrètement le problème environnement-développement.

91. De l'avis de la délégation italienne, il est faux de prétendre que les problèmes de l'environnement découlent exclusivement de l'industrialisation. Un projet d'industrialisation bien conçu, techniquement planifié, n'entraîne pas une dégradation de l'environnement, tandis que la dégradation du sol est un héritage que tous les pays ont reçu de la période préindustrielle et qui affecte peut-être davantage les pays non industrialisés que ceux qui le sont. L'amélioration des conditions du sol – reboisement, arrêt de la désertification, aménagement des rivières et des cours d'eau à caractère torrentiel – pose des problèmes financiers extrêmement lourds. Par ailleurs, personne ne peut nier que la dégradation du sol dépend avant tout de conceptions politiques et sociales erronées qui ne sont pas caractéristiques des pays hautement industrialisés.

92. Pour terminer, la délégation italienne estime ne pas pouvoir se taire quant à l'impression que le projet de résolution fait naître, à savoir que ses auteurs veulent à tout prix politiser des problèmes qu'à Stockholm on entamera à peine. C'est la Conférence de Stockholm qui sera la pierre de touche des possibilités qui s'offriront aux pays du monde pour résoudre les graves problèmes de l'environnement, y compris celui des relations entre l'environnement et le développement. En abordant concrètement ces problèmes, la Conférence se heurtera à de graves difficultés; aussi est-il peu sage de concourir à créer, à l'avance et dans le vide, des difficultés supplémentaires. La délégation italienne estime qu'avant de se diviser sur les problèmes concrets – ce qui peut très bien arriver avant qu'il soit possible de trouver pragmatiquement des solutions – la communauté internationale devrait unir ses efforts dans la solidarité d'esprit que commande une action dont le but principal est d'améliorer la condition humaine.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Annexes, point 42 de l'ordre du jour, document A/8074.

La séance est levée à 21 h 5.